

Marché de services

Mission de Conseil concernant la réorganisation de l'ANRS Maladies infectieuses émergentes, agence de l'ANRS MIE pour la coordination, le financement et l'animation de la recherche sur les maladies infectieuses émergentes et les maladies transmissibles.

Marché à procédure adaptée passé en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Table des matières

Article 1 - ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)	4
1.1 Présentation de l'ANRS MIE	4
Article 2 - OBJET DU MARCHE.....	4
Article 3 - PERIMETRE DU MARCHE	4
Article 4 - ALLOTISSEMENT	5
Article 5 - FORME ET MONTANT DU MARCHE.....	5
Article 6 - DUREE DU MARCHE.....	5
6.1 Date de début d'exécution	5
6.2 Date de fin d'exécution	5
6.3 Reconduction du marché.....	5
Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
9.1 REPRESENTATION DES PARTIES.....	6
9.2 CONDITIONS D'EXECUTION.....	6
9.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
9.4 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	9
9.5 DISPOSITIONS SOCIALES	13
9.6 ECHANGES ET RELECTURE DES LIVRABLES.....	16
9.7 VERIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	17
9.8 GARANTIE	17
9.9 PENALITES	17
Article 10 - REGIME FINANCIER	19
10.1 FORME ET CONTENU DES PRIX	19
10.2 VARIATION DES PRIX	19
10.3 AVANCES.....	19
10.4 FACTURATION ET PAIEMENTS.....	20
Article 11 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	23
11.1 IDENTIFICATION ET DEFINITION DES LIVRABLES DE LE MARCHÉ SUSCEPTIBLE DE PROTECTION PAR DES DROITS DE PROPRIET INTELLECTUELLE	23
11.2 REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE PORTANT SUR LES RESULTATS	24
11.3 REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE PORTANT SUR LES CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	25
11.5 PRIX DE LA CESSION DES DROITS	26
11.6 EXERCICE DES DROITS	26
11.7 GARANTIE DES DROITS	26
Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES	26
12.1 FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS	26

12.2 LANGUE	26
12.3 SOUS-TRAITANCE	26
12.4 ASSURANCES	27
12.5 MODIFICATIONS DU MARCHE	28
12.7 RESILIATION	29
12.8 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	30
12.9 DIFFERENDS	30
12.9 LITIGES ET CONTENTIEUX	30
Article 13 - MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT	30
Article 14 - DEROGATIONS AU CCAG-PI	31

Article 1 - ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

ANRS MIE

ANRS – Maladies Infectieuses Emergentes (ANRS-MIE)

2-10, rue d'Oradour-sur-Glane,

75015 Paris

Représentée par Yazdan Yazdanpanah, Directeur de l'ANRS-MIE.

1.1 Présentation de l'ANRS MIE

Créée en 1988, l'ANRS – devenue ANRS-MIE (Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales – Maladies Infectieuses Emergentes) - a pour objet l'animation, l'évaluation, la coordination et le financement des programmes de recherche dans le domaine du VIH/sida et des hépatites virales, quel que soit le domaine scientifique concerné (recherche fondamentale, recherche clinique, épidémiologie, sciences humaines et sociales, recherche en santé publique, recherche vaccinale.

Article 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet des prestations de conseil pour la réorganisation de l'ANRS MIE.

Le marché porte sur des prestations intellectuelles.

Article 3 - PERIMETRE DU MARCHÉ

Le périmètre d'achat du marché couvre, notamment :

1 – L'évaluation de l'opportunité de la réorganisation envisagée, ses risques et son potentiel, et présenter cette évaluation sous la forme d'un rapport argumenté.

2 – La proposition d'un plan de réorganisation argumenté et optimisé pour l'ANRS MIE, en s'appuyant sur :

- Les orientations, discussions et contraintes qui ressortent du travail collectif mené par les équipes de l'ANRS MIE ;
- Un benchmark approfondi, précis et expertisé, international et au sein de l'écosystème français ;
- Son expertise propre – qui sera objectivée par le CV des collaborateurs et collaboratrices missionnés, dont sont attendus un haut niveau d'expertise et d'expérience ;
- En tant que de besoin, des consultations internes voire externes à l'agence.

Il proposera sur ce fondement trois à quatre hypothèses de réorganisation réalistes, optimisées en termes d'efficacité et d'efficience et spécifiquement adaptées à l'ANRS MIE, en associant à chaque hypothèse un rationnel détaillé, une matrice des risques et opportunités.

L'importance de la capacité du prestataire à s'appuyer sur des références internationales pour conduire son analyse et proposer des éléments de benchmark est soulignée.

3 – L'élaboration d'un calendrier et un plan d'action détaillés pour la conduite du changement, finement adaptés à la structure ANRS MIE, applicable à compter du 1er janvier 2026. Il précisera les priorités opérationnelles et l'ensemble des lignes directrices opérationnelles nécessaires et suffisantes à la mise en œuvre efficace et sereine du changement.

4 – La présentation des livrables à la direction de l'ANRS MIE avant le 10 décembre 2025, date à laquelle la mission doit être terminée.

Article 4 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas décomposé en lots.

Article 5 - FORME ET MONTANT DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché à procédure adaptée passé en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du code de la commande publique.

Le présent marché est un marché de services ordinaire à prix global et forfaitaire.

Article 6 - DUREE DU MARCHÉ

6.1 Date de début d'exécution

Le marché commence à s'exécuter à compter de sa date de notification.

6.2 Date de fin d'exécution

Le marché prend fin à la présentation des livrables à l'ANRS MIE, au plus tard le 10 décembre 2025.

6.3 Reconduction du marché

Sans objet

Article 7 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations objet du présent marché sont réalisées dans les locaux de l'ANRS MIE au 2, rue d'Oradour-sur-Glane, Paris 75015 ; des entretiens à distance pourront être mis en œuvre.

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué, pour chaque lot, par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG – PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;
4. Le mémoire technique du titulaire ;

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes du titulaire, contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 REPRESENTATION DES PARTIES

9.1.1 Représentation de l'ANRS MIE

En application de l'article 3.3 du CCAG/PI, l'interlocuteur désigné par l'ANRS MIE désigne dès la notification de le marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'ANRS MIE en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'ANRS MIE.

L'ANRS MIE notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

9.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'ANRS MIE, pour les besoins de l'exécution de le marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'ANRS MIE en cours d'exécution de le marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'ANRS MIE de toute modification d'interlocuteur désigné, conformément à l'article 9.2.2 du présent CCAP.

9.2 CONDITIONS D'EXECUTION

9.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de le marché, des intervenants dont les profils doivent respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, etc...).

Tout accident ou maladie, pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation, est entièrement pris en charge par le titulaire qui doit en tenir compte dans le cadre de la prestation.

Le personnel du titulaire est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion que le personnel de l'ANRS MIE.

9.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de le marché, l'ANRS MIE se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'ANRS MIE. Tout refus sera motivé. Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de **15 jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

9.2.3 Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution sont fixés dans le cahier des charges annexe au présent CCAP.

9.2.5 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande (ou ses annexes) précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la désignation et la quantité des prestations commandées (unités d'œuvre commandées)
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- la date de livraison prévisionnelle
- le délai d'exécution de la prestation
- la date de début d'exécution du bon de commande
- les lieux d'exécution des prestations
- la référence de le marché
- la référence au devis le cas échéant

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à la réception des prestations.

9.2.6 Pilotage

Le titulaire tient l'ANRS MIE régulièrement informée de l'avancée de la réalisation des prestations.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent marché.

En cas de groupement, lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'ANRS MIE.

9.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.3.1 Obligation de résultats

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

9.3.2 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9.3.3 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'ANRS MIE tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Il doit alerter l'ANRS MIE sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance, pouvant affecter les prestations ou les engagements des Parties, y compris si cet événement est imputable à l'ANRS MIE.

9.3.4 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de le marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'ANRS MIE, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de le marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire désigne un responsable de la confidentialité des données, dont les missions sont les suivantes :

- Recueillir et transmettre à l'administration les engagements de confidentialité individuels des consultants / associés qui travailleront dans le cadre du marché ;
- Cloisonner à l'équipe projet du titulaire la diffusion et le stockage des données numériques (en recourant à des serveurs dédiés) et physiques transmises par l'administration ou les opérateurs ;
- Formaliser les droits à disposer des informations selon le type de profil au sein de l'équipe intervenant sur la mission (niveau de grade, rôle ...) ;
- Restituer et détruire les données au terme de la mission ou à tout moment à l'initiative de l'administration.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel affecté au projet, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'ANRS MIE pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner des pénalités selon les dispositions prévues à l'article 9.10 du présent CCAP ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de le marché aux torts du titulaire.

Un plan de gestion de la confidentialité est fourni par le titulaire en livrable de la phase d'initialisation-diagnostic.

9.3.5 Interdiction du titulaire de soumissionner à certains marchés

Au titre de l'exécution du présent marché, le titulaire pourrait être amené à avoir accès à des informations ignorées par d'autres opérateurs économiques ou être conduit à accompagner un service acheteur dans la passation d'un contrat de la commande publique. Dans ces hypothèses, le titulaire est tenu de déclarer sans délai toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts au sens de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique et toute situation susceptible de fausser la concurrence entre les opérateurs économiques.

Conformément, aux articles L. 2141-8 2°, L. 2141-10 et R.2111-2 du code de la commande publique, les titulaires des lots 1 et 2 du présent marché, ainsi que, le cas échéant, leurs sous-traitants, pourront se voir interdire de soumissionner aux marchés lancés en application des plans d'économies budgétaires liées aux achats qu'ils auront proposés, y compris pour des marchés lancés après l'expiration du présent marché, dans la limite de cinq (5) ans à compter de la fin normale ou anticipée du présent marché.

Une telle décision d'exclusion ne pourra être prise qu'avant le lancement de la procédure en cause, après avoir recueilli les observations de l'opérateur économique concerné

9.3.6 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

9.4 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'ANRS MIE et le sous-traitant est le titulaire du marché.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'ANRS MIE les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'ANRS MIE, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

La nature des opérations réalisées sur les données est la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, l'effacement ou la destruction.

Les types de données à caractère personnel traitées sont les noms, prénoms, fonctions, coordonnées professionnelles.

Les catégories de personnes concernées sont les personnels de l'ANRS MIE et de ses partenaires intervenants dans les unités mixtes de recherche.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'ANRS MIE (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent marché public ;
2. Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'ANRS MIE figurant dans les documents particuliers du présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'ANRS MIE ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'ANRS MIE de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
5. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

En application du 2 de l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016, l'ANRS MIE doit donner au titulaire son autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, au recrutement d'un sous-traitant (au sens commande publique) lorsque ce dernier est chargé de traitements de données à caractère personnel. En cas d'autorisation générale, le titulaire doit informer l'ANRS MIE de tout

ajout ou remplacement de sous-traitants afin que celui-ci ait la possibilité d'émettre des objections à l'encontre des sous-traitants présentés.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'ANRS MIE, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient au **titulaire** de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'ANRS MIE avant la collecte de données. Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'ANRS MIE et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD) :

Le titulaire notifie à l'ANRS MIE toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 5 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : ***courrier électronique***. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'ANRS MIE, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'ANRS MIE, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'ANRS MIE, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 12 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'ANRS MIE propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'ANRS MIE, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'ANRS MIE, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'ANRS MIE propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'ANRS MIE de ses obligations :

Le titulaire aide l'ANRS MIE :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement]

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'ANRS MIE, le titulaire doit renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'ANRS MIE ou au tiers désigné par l'ANRS MIE.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire, et le cas échéant, du ou de ses sous-traitants. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit auprès de l'ANRS MIE de cette destruction.

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'ANRS MIE dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'ANRS MIE comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'ANRS MIE pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'ANRS MIE ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'ANRS MIE la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'ANRS MIE ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits

Obligations de l'ANRS MIE vis-à-vis du titulaire

L'ANRS MIE s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

9.5 DISPOSITIONS SOCIALES

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique par le biais d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

Ces engagements figurent dans l'annexe à l'acte d'engagement du marché.

Les publics éligibles

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent impérativement de l'une des catégories suivantes :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi

- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - o sans qualification : infra niveau III (anciennement niveau infra V), soit niveau inférieur au CAP/BEP ;
 - o diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans)
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - o mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
 - o salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).
- Personnes sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ou de Cap emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

L'objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Libellé	Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée d'exécution de l'accord-cadre
1		heures

Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison des prestations.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage ...), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

1. Par une embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

Le titulaire peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

2. Par la mise à disposition de salariés en insertion

Le titulaire peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

3. Par le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec des structures spécialisées

Le titulaire peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA).

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire peut bénéficier d'un service spécifique d'accompagnement par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner le titulaire dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner le titulaire dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter le titulaire en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Le contrôle et l'évaluation de l'exécution de la clause d'insertion

A l'initiative de l'ANRS MIE, une réunion de mise au point de l'action d'insertion se tient dans les 15 jours suivant la notification du marché. Elle est organisée entre le titulaire, l'ANRS MIE et l'EPEC.

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'ANRS MIE et de l'EPEC.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC et l'ANRS MIE à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures, selon les modalités décrites ci-après.

1. Le titulaire transmet au facilitateur, tous les trois mois (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre et avant le 15 du mois suivant), tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action (une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché).
2. L'EPEC établit, conjointement avec l'ANRS MIE :
 - un bilan semestriel de la réalisation de l'action d'insertion ;
 - un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

En complément de ces bilans, l'ANRS MIE peut, à tout moment et durant l'exécution du marché, décider de faire un point d'avancement de la mise en œuvre de la clause d'insertion et peut organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 9.10.3 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire informe l'ANRS MIE, par courrier recommandé avec accusé de réception, de toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, l'EPEC étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

Le titulaire conserve l'entière responsabilité de la (ou des) personnes recrutée(s).

9.6 ECHANGES ET RELECTURE DES LIVRABLES

Durant la période de réalisation, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'ANRS MIE. Ils sont distincts des opérations de vérification.

Les documents, qui ne constituent pas les livrables définitifs, sont transmis dans les délais figurant au cahier des clauses techniques particulières, sous format électronique, par tout moyen permettant d'en attester la date et l'heure de transmission.

Ces demandes d'avis ne sauraient justifier une prolongation de délai d'exécution.

9.7 VERIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.7.1 Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché.

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, l'ANRS MIE n'avertit pas obligatoirement le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification.

9.7.2 Décision après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, l'ANRS MIE prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations, conformément au CCAG de référence.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

9.7.3 Arrêt de l'exécution des prestations

L'ANRS MIE se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations dans les conditions prévues à l'article 20 du CCAG-PI. Il notifie alors sa décision au titulaire. Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire. Le paiement est effectué au prorata des prestations exécutées.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-PI, le titulaire ne peut solliciter l'arrêt des prestations et une décision d'arrêt des prestations n'entraîne pas automatiquement la résiliation du marché.

9.8 GARANTIE

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

9.9 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de le marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

9.9.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

9.9.2 Pénalités pour non-respect des obligations de confidentialité

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives à la confidentialité, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100 000 euros, dès le premier manquement constaté et à chaque manquement ultérieur.

9.9.3 Pénalités liées aux considérations sociales

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard, quel que soit le nombre et l'importance des attestations et des justificatifs non fournis, à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

9.9.4 Plafonnement des pénalités

Pour la pénalité de retard, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20 % de la valeur des prestations telles que définies au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Pour la pénalité liée aux clauses sociales, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20% de la valeur totale des missions admises sur l'année.

9.9.5 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, le titulaire est exonéré des pénalités selon les modalités suivantes :

Pour la pénalité de retard, le seuil d'exonération est fixé à 200 € HT par prestation telles que définies au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Pour les pénalités liées aux clauses sociales, le seuil d'exonération est fixé à **500 € HT** par an.

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante :

Les prix sont détaillés dans l'annexe financière.

Les prix sont réputés inclure tous les frais et charges, et notamment :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site,
- la concession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 5 du CCAG-PI (OPTION B) incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison indiquée au CCTP. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

10.2 VARIATION DES PRIX

Si l'exécution de la prestation débute plus de 3 mois après la fixation du prix par le titulaire dans son offre, les prix sont actualisés selon la formule suivante :

$$P = P_o (I-3 / I_o)$$

dans laquelle **P** =
prix actualisé

P_o = prix fixé dans l'offre du titulaire

I_o = valeur de l'indice/index **SYNTEC** en vigueur au mois d'établissement des prix **I-3** = valeur de l'indice/index **SYNTEC** trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

10.3 AVANCES

Dans les conditions décrites aux articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire mentionnée par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 15 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Pour la partie à bons de commande, le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Pour la partie forfaitaire, le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de le marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

10.4 FACTURATION ET PAIEMENTS

10.4.1 Répartition des paiements

10.4.1.1 Acomptes

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, les prestations donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le versement d'un acompte est possible, une fois que les conditions ci-dessous sont remplies :

- Les prestations correspondantes doivent avoir été réalisées ;
- Un décompte doit avoir été produit.

La périodicité des versements ne peut excéder trois mois conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique. Ce délai est ramené à un mois si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Les modalités de calcul et de paiement des acomptes sont prévues par l'article 11.2 du CCAG/PI.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif. Les prestations ne font pas l'objet d'un règlement partiel définitif.

10.4.1.2 Périodicité des facturations :

10.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

La partie forfaitaire du marché et/ou un bon de commande peut être cédés ou nantis dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Le comptable assignataire compétent est Marie-Laure Griselle, agent comptable principal de l'Inserm.

10.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par l'ANRS MIE. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire

pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'ANRS MIE.

Le paiement est effectué par virement au compte bancaire du titulaire.

10.4.4.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent notamment les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- le numéro d'engagement juridique
- le numéro de le marché
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

Le cas échéant :

- le numéro de l'ordre de service
- les modalités particulières de règlement
- les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

En cas de sous-traitant admis au paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'ANRS MIE au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'ANRS MIE.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'ANRS MIE accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'ANRS MIE adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'ANRS MIE de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'ANRS MIE de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

L'ANRS MIE informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

10.4.1.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.4.1.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.4.1.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le code service de l'ANRS MIE est : INANRSMIE

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

rubrique « nous contacter »

Article 11 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Préambule

L'ANRS MIE souhaite que les livrables du présent marché lui permettent de pouvoir librement et de façon autonome :

- les utiliser sans restriction ;
- les modifier et les adapter ;
- les diffuser.

La cession des droits sur les résultats est donc soumise à l'option B du CCAG-PI.

11.1 IDENTIFICATION ET DEFINITION DES LIVRABLES DE LE MARCHÉ SUSCEPTIBLE DE PROTECTION PAR DES DROITS DE PROPRIET INTELLECTUELLE

Dans le cadre du présent marché, les livrables sont notamment :

- des diagnostics ;
- des études, analyses, rapports, expertises, recommandations, documentations, plans d'action, listes d'opportunités porteuses d'économies budgétaires, comptes rendus ;
- des supports méthodologiques concourant au transfert de compétences tels que des conseils et/ou supports de formation ;

Et plus généralement l'ensemble des livrables résultants des prestations attendues de la part du titulaire et décrites dans le CCTP du présent accord cadre.

Ces livrables, selon leur nature et le cadre dans lequel ils ont été élaborés (dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre ou dans un cadre antérieur) peuvent comprendre des éléments qui suivent les régimes juridiques correspondant aux définitions suivantes :

- **Les Résultats** sont définis à l'article 23-1 du CCAG-PI. Ils désignent tous les éléments résultant des prestations réalisées par le titulaire pour répondre aux besoins de l'ANRS MIE dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre, tels que notamment les diagnostics, études, rapports, comptes rendus, etc.
- **Les Connaissances antérieures** sont définies à l'article 23-6 du CCAG PI. Elles désignent les éléments réalisés dans un cadre extérieur au présent accord cadre. En complément de l'article 23-6 du CCAG-PI, les Connaissances antérieures désignent également les éléments qui appartiennent à l'ANRS MIE.

11.2 REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE PORTANT SUR LES RESULTATS

11.2.1 Régime général des droits de propriété intellectuelle portant sur les Résultats

Le présent accord cadre fait application de l'option B du CCAG-PI (article B 25).

Par dérogation à l'article B 25.1.1 du CCAG-PI, la cession intervient de plein droit et automatiquement, au fur et à mesure de la réalisation des Résultats et n'est aucunement liée à la réception des livrables.

La cession prévue par l'article B.25 du CCAG-PI est complétée comme suit :

- **Durée de la cession** : La cession est consentie pour toute la durée légale des droits d'auteur telle que définie par la législation française ou les textes internationaux actuels et futurs, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.
- **Territoire de la cession** : La cession est consentie pour le monde entier.
- **Précisions sur les droits cédés** :
 - Le droit de reproduire les Résultats pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau ;
 - Le droit de représenter et de communiquer au public en tout ou partie les Résultats, directement ou indirectement, par tout moyen ou réseau de communication connu ou inconnu, sous toute forme ;
 - Le droit d'adapter, entendu comme le droit de modifier, incorporer, transcrire tout ou partie des Résultats, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir.

- Finalités d'utilisation des Résultats :

Les droits objets de la cession doivent permettre à l'ANRS MIE d'utiliser et de diffuser, sans restriction, les résultats et notamment :

- dans le cadre de la mission de service public de l'ANRS MIE,
- pour réaliser ou faire réaliser par tout tiers la mise en œuvre des Résultats ;
- Pour des publications dans des magazines, revues internes, régionales, nationales ou internationales, brochures, dépliants, plaquettes, revues spécialisées ou généralistes, dossiers de presse, communiqués de presse, chaînes de télévision internes, régionales, nationales ou internationales, réseaux internes, intranet et Internet, sur les sites de l'ANRS MIE, tous sites d'information ou tous sites en lien avec les missions de service public de l'ANRS MIE ;

Plus généralement, l'ANRS MIE peut transmettre tous les droits dont il dispose sur les Résultats à tous tiers dans le cadre, notamment, de licences, cessions ou apports de toute nature pour toute utilisation à caractère non commercial.

11.2.2 Régime spécifique des droits de propriété intellectuelle portant sur

Le titulaire ne peut réutiliser ces résultats que si aucune connaissance antérieure de l'ANRS MIE ou des entités bénéficiaires et/ou Information confidentielle n'est divulguée.

Préalablement à toute réutilisation des supports méthodologiques concourant au transfert de compétences, le titulaire devra obtenir l'accord express de l'ANRS MIE.

Les supports méthodologiques concourant au transfert de compétence spécifiques à l'ANRS MIE sont soumis au régime de l'article 11.2.1 ci-dessus.

11.3 REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE PORTANT SUR LES CONNAISSANCES ANTERIEURES

11.3.1 Régime des Connaissances antérieures du titulaire ou de tiers

Par dérogation à l'article 24 du CCAG PI, le titulaire s'engage expressément à n'utiliser que des Connaissances antérieures dont le régime juridique est compatible avec celui des Résultats et qui permettent l'utilisation des livrables dans les conditions prévues aux articles 11.2.1 et 11.2.2 ci-dessus.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'ANRS MIE un rapport constitué de la liste complète des Connaissances antérieures dès son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution de l'accord cadre, avant toute intégration d'une Connaissance antérieure.

Cette liste précise pour chaque Connaissance antérieure, le nom du ou des auteurs, la source (site Internet par exemple) et le régime juridique.

Par dérogation à l'article 23-6 du CCAG-PI, les éléments non listés comme Connaissances antérieures, préalablement à leur utilisation, suivront le régime des Résultats.

Le titulaire est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des Connaissances antérieures.

En toute hypothèse, le titulaire peut utiliser ses propres Connaissances antérieures à d'autres fins que celles liées à l'exécution du présent marché.

Les dispositions sur les Connaissances antérieures du titulaire et/ou de tiers s'appliquent pendant la durée de l'accord cadre ainsi qu'à son expiration ou sa résiliation anticipée.

11.3.2 Régime des connaissances antérieures de l'ANRS MIE

Conformément à l'article 11.1 du présent CCAP, les connaissances antérieures de l'ANRS MIE désignent tous les éléments fournis par l'ANRS MIE dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre.

Les connaissances antérieures que l'ANRS MIE met à disposition du titulaire lors de la passation de le marché sont constituées par l'ensemble des annexes du CCTP.

Les Connaissances antérieures de l'ANRS MIE sont des Informations confidentielles au sens de l'article 9.3.3 du CCAP et ne peuvent être utilisées par le titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre tant pendant la durée de l'accord cadre qu'à son échéance.

11.5 PRIX DE LA CESSION DES DROITS

Le prix de la cession des droits de propriété intellectuelle est compris dans le prix du présent marché.

11.6 EXERCICE DES DROITS

Pour permettre à l'ANRS MIE d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent marché, le titulaire lui livre au fur et à mesure de l'exécution des prestations, les livrables sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique).

La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'ANRS MIE. Elle est comprise dans le prix du présent marché.

11.7 GARANTIE DES DROITS

Il est fait application de l'article B 25.3 du CCAG PI.

Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS

A titre de convention pour preuve (loi du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique), l'ANRS MIE et le titulaire conviennent que tous les échanges, liés au suivi et à la gestion des prestations, réalisés par courrier électronique par les représentants des deux parties dans le cadre de l'exécution des prestations confiées au titulaire de marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

L'ANRS MIE notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

12.2 LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

12.3 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'ANRS MIE, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'ANRS MIE doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'ANRS MIE est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'ANRS MIE lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'ANRS MIE.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'ANRS MIE, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'ANRS MIE (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'ANRS MIE doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'ANRS MIE gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

12.4 ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'ANRS MIE en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de le marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'ANRS MIE ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'ANRS MIE ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'ANRS MIE, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'ANRS MIE de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

12.5 MODIFICATIONS DU MARCHE

12.5.1 Modifications effectuées par la voie d'un avenant

Les modifications autorisées dans le cadre du marché sont celles prévues aux articles R2194-2 à R2194-9 du code de la commande publique. Ces modifications entraînent la conclusion d'un avenant.

12.5.2 Modifications mineures ne nécessitant pas la conclusion d'un avenant

Des modifications contractuelles mineures peuvent survenir sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant dès lors qu'elles n'entraînent pas de modifications de prix et de délais et qu'elles ne modifient pas les conditions d'exécution de le marché.

Toutefois, ces modifications mineures doivent être préalablement approuvées par les deux parties à le marché sous la forme d'un accord écrit. Ces modifications ne doivent ni changer l'objet de le marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques contractuelles.

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification relative aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- Modification relative à la dénomination ou raison sociale du Titulaire ;
- Modification affectant le capital social du Titulaire, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) et n'emportant pas cession du marché ;
- Modification relative à l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modifications relatives aux coordonnées bancaires du Titulaire.

Toute modification affectant le Titulaire de le marché, notamment tout projet de fusion ou scission dont il fait l'objet et tout projet de cession de le marché est portée impérativement à la connaissance de l'ANRS MIE par courriel à l'adresse achat@ANRS.MIE.fr. Le Titulaire y joint, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB/IBAN, etc.).

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance de l'ANRS MIE par écrit.

De façon générale, toutes les modifications de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'ANRS MIE.

En cas de manquement, l'ANRS MIE ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

- **Modification des coordonnées bancaires du titulaire**

Toute demande de modification des coordonnées bancaires du titulaire doit faire l'objet d'une demande officielle écrite signée par la personne habilitée à engager le Titulaire.

Cette demande est adressée par mail à l'adresse achats@anrs.fr par le correspondant habituel du service achat de l'ANRS MIE en charge du suivi de l'exécution du marché. La personne habilitée à engager le titulaire est en copie de la demande.

12.6 RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 81151. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'ANRS MIE en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

12.7 RESILIATION

L'ANRS MIE peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le marché peut être résilié pour les motifs suivants :

- **En cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail**, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.
- **Pour inexactitude des renseignements communiqués**. L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation de le marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités.
- **Pour manquement grave et répété à l'engagement d'insertion.**
- **Pour manquement répété à l'obligation de confidentialité prévue à l'art 9.3.3 du présent CCAP.**
- **Pour non-respect du règlement général de protection des données.**

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de le marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **5%**.

12.8 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le cas échéant, l'ANRS MIE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

12.9 DIFFERENDS

L'ANRS MIE et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.9 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché.

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le code de l'organisation judiciaire.

Article 13 - MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à respecter réduire l'empreinte environnementale des prestations fournies.

Il limite ou s'abstient d'imprimer des documents, sauf lorsque l'impression est justifiée par la nature des prestations, et s'engage à utiliser exclusivement du papier recyclé ou certifié selon un label environnemental en mode recto-verso et, autant que possible, en noir et blanc.

Lorsque les prestations comprennent la création ou la livraison de contenus numériques, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental de ces fichiers. À ce titre, il s'engage à produire des fichiers allégés, sans perte de qualité nécessaire, et à utiliser des formats standards et durables. Il privilégie, dans la mesure du possible, des outils de stockage ou de transfert reposant sur des infrastructures ayant une politique de gestion environnementale, telles que des serveurs alimentés par des énergies renouvelables ou certifiés à faible empreinte carbone.

Pour les prestations de graphisme, le titulaire conçoit ses productions dans une logique d'éco-conception graphique, en adoptant des choix techniques et esthétiques favorisant la sobriété des supports.

Les manquements à ces obligations pourront donner lieu au prononcé de pénalités dans les conditions prévues à l'article 9.9 du présent CCAP.

Article 14 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les dérogations au CCAG-PI sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation
9.2.2	3.4.3
9.3.3	5 .1.1
9.8.3	20
9.10.1	14
9.10.5	14.3
11.2.1	B-25.1.1
11.3.1	23.6 et 24